

[Texte]

donner notre argent aux autres pays? Prenons le Brésil qui a une dette inférieure à la nôtre et qui a une population de beaucoup supérieure. De quelle manière pouvez-vous remettre leurs dettes à ces pays-là?

Je voudrais aussi connaître vos idées en tant que président du Fonds monétaire international. De quelle manière définissez-vous votre rôle dans un monde si changeant? L'Europe de l'est va avoir des besoins et les pays du Tiers monde nous demandent toujours plus d'argent.

**Le président:** Merci. Monsieur Tremblay.

**M. Marcel R. Tremblay (député de Québec-Est):** J'aurais une question très brève, monsieur le ministre, et c'est à propos du programme destiné à la Guyane. Selon vous, la situation s'est-elle améliorée en Guyane? Et de quelle façon répondez-vous aux critiques constantes des ONG, critiques selon lesquelles le remboursement des dettes aux puissantes institutions du Nord, comme le FMI, priment sur la satisfaction des besoins et des aspirations démocratiques des Guyannais et Guyannaises?

**Le président:** Merci.

**Mr. Wilson:** There are five questions there. There is a basic policy, Mr. Ouellet. Back in 1987, I believe it was, we recognized that the outstanding ODA loans to these countries probably were not going to be repaid. They were very long term, zero or very low interest rate, so the present value to us of those loans was not great. But we did recognize also that this was a debt burden that could affect their ability to get trade or other forms of credit. So since it was originally extended as part of our foreign aid program, we took the decision in principle that in future all new aid moneys would be grant only, not by means of soft loans, and that we would write off the outstanding loans where appropriate. We have done this for Commonwealth African countries, francophone African countries, and now Commonwealth Caribbean countries, all part of the same basic policy.

**Mr. Ouellet:** Are there others outstanding?

**Mr. Wilson:** There could be. We are close to \$1 billion—I think it is just around \$900 million—that has been written off at this point. We review these, but whether there are further write-offs to come, I am not prepared to say at this point.

• 1005

As I indicated, in these particular Commonwealth Caribbean countries, while the face value is \$182 million, the actual present value of those loans we calculate as being around \$12 million. The cost to the Canadian

[Traduction]

a much larger population. How can you write off the debt of such countries?

I would also like to know about your position as the Chairman of the International Monetary Fund. How do you define your role in an everchanging world? Eastern Europe will need money and the Third World countries are always asking us for more money.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Tremblay.

**Mr. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** I have a very brief question, Mr. Minister, about the program for Guyana. In your view, has the situation improved in Guyana? And how do you answer the constant criticism by the NGOs? According to them, the writing-off of debts owed to powerful institutions from the North, such as the IMF, take precedence over the needs and democratic aspirations of men and women in Guyana.

**The Chairman:** Thank you.

**M. Wilson:** On m'a posé cinq questions. Il y a une politique fondamentale, monsieur Ouellet. En 1987, je crois, nous avons reconnu que les dettes en souffrance de ces pays dans le cadre de l'APD ne seraient probablement pas remboursées. Il s'agissait de prêts à très long terme, à des taux d'intérêt très faibles, ou même nuls, de sorte que la valeur actuelle de ces prêts n'est pas très grande à nos yeux. Mais nous avons également reconnu que cet endettement pourrait nuire à leur capacité d'obtenir des crédits dans le domaine commercial ou autre. Donc, comme ces prêts avaient à l'origine été accordés dans le cadre de notre programme d'aide à l'étranger, nous avons pris la décision en principe qu'à l'avenir, toute l'aide financière serait accordée sous forme de subventions seulement, et non plus sous forme de prêts à des conditions de faveur, et que nous allions annuler les dettes en souffrance dans les cas opportuns. Nous l'avons fait à l'égard des pays africains du Commonwealth, des pays francophones d'Afrique et, maintenant, des pays des Antilles du Commonwealth. Tout cela conformément à la même politique fondamentale.

**M. Ouellet:** Y a-t-il d'autres prêts en souffrance?

**M. Wilson:** Il y en a peut-être. Jusqu'à maintenant, nous avons annulé des dettes d'une valeur totale de près d'un milliard de dollars; je crois que le chiffre exact est plutôt de 900 millions de dollars. Nous étudions constamment ces dossiers, mais je ne suis pas en mesure de dire pour le moment si d'autres annulations sont envisagées.

Comme je l'ai dit, si la valeur nominale de ces prêts à ces pays des Antilles du Commonwealth est de 182 millions de dollars, nous calculons que leur valeur réelle est actuellement d'environ 12 millions de dollars. Le coût